



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gendarmerie et police

Question au Gouvernement n° 1309

Texte de la question

ATTAQUE À LA COURNEUVE

M. le président. La parole est à M. Daniel Goldberg, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Daniel Goldberg. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Madame la ministre, en tant que député de La Courneuve, j'étais hier à vos côtés pour saluer le courage et le professionnalisme des policiers du commissariat de ma commune, qui ont été attaqués avec une arme de fort calibre. Je veux ici renouveler solennellement, au nom de tous, je pense, notre soutien à l'action des forces de l'ordre qui, sur le terrain, agissent au service des habitants. *(Applaudissements sur tous les bancs.)*

Un palier supplémentaire a été franchi depuis plusieurs semaines dans nos quartiers, qui met en évidence une montée de la violence dans le pays, notamment en ce qui concerne les atteintes aux personnes.

Comme député de La Courneuve et au nom de mes collègues des quartiers populaires, je ne veux plus me contenter de nouvelles réponses sans lendemain. Depuis 2002, votre majorité est en échec sur la question de la sécurité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

Dans ma ville, après le meurtre d'un jeune enfant en 2005, Nicolas Sarkozy avait promis de "nettoyer" La Courneuve, en utilisant d'ailleurs des expressions méprisantes pour la ville et ses habitants. Ministre de l'intérieur, il avait déclaré : "S'il n'y a pas de recul durable de la violence, j'en tirerai toutes les conséquences." Il est aujourd'hui temps de le faire. Votre échec patent est celui d'une certaine forme d'organisation des forces de l'ordre dénuée d'efficacité, qui ne permet pas d'établir une relation de confiance avec l'ensemble de la population. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

La généralisation des unités territoriales de quartiers sonne comme un désaveu pour votre prédécesseur, qui a supprimé la police de proximité. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Vous avez choisi la frénésie législative, en faisant voter quatorze lois en sept ans, sans rien régler.

Le droit à la tranquillité doit être le même pour tous, que l'on habite La Courneuve ou les quartiers favorisés. Cela implique que l'on augmente et stabilise les effectifs, que l'on développe une police de proximité en même temps qu'une police d'investigation capable de lutter contre le grand banditisme, que l'on donne des moyens à la justice et, enfin, que l'on mette en place une vraie politique de prévention.

Pour répondre aux besoins, nous sommes disponibles.

M. le président. Merci, monsieur Goldberg.

M. Daniel Goldberg. Accepterez-vous notre proposition d'une mission parlementaire sur la réalité des effectifs ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales*. Monsieur le député, vous le savez, face à un sujet sérieux, il ne sert à rien de rouler des mécaniques, et c'est donner une image déplorable que d'énoncer des contrevérités *(Vives protestations sur les bancs du groupe SRC)* comme vous venez de le faire.

Entre 1997 et 2001 - soyez attentif, car, quand on profère des mensonges, il faut aussi accepter d'écouter la vérité -, la délinquance de proximité avait augmenté de 17 %, alors que, entre 2002 et 2006, elle a baissé de 2

%. (" C'est faux ! " sur les bancs du groupe SRC.) Dans votre département, entre 2006 et 2007, elle a baissé de 4,4 %, et, entre 2007 et 2008, de 4,7 %.

Mme Danièle Hoffman-Rispal. C'est faux !

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur*. Vous ne pouvez nier ces chiffres, dont l'exactitude a été vérifiée. (" Ils sont faux ! " sur les bancs du groupe SRC.) Sur les trois premiers mois de l'année, on compte 1 800 délits de proximité de moins par rapport à l'année dernière.

Voilà la réalité. Alors, ne montez pas en épingle un événement déplorable, qui sera d'ailleurs suivi de sanctions, pour raconter des histoires. Vous ne pouvez nier qu'un effort particulier a été consenti dans votre département.

Je vous rappelle qu'aujourd'hui la direction départementale de la sécurité publique compte 4 800 policiers.

Savez-vous qu'en 2002 ils étaient 700 de moins ? (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Qu'avez-vous fait entre 1997 et 2002 ? (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le député, ce n'est pas en critiquant systématiquement les moyens de la police, la vidéo-protection, les fichiers,...

M. le président. Merci, madame la ministre.

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur*. ...ou d'autres actions de la police que vous renforcerez l'autorité de l'État. (*Mmes et MM. les députés du groupe UMP se lèvent et applaudissent longuement.*)

Données clés

Auteur : [M. Daniel Goldberg](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1309

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Ministère attributaire : Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 juin 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 10 juin 2009